

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The Worldwide Transportation Network

4 ans

sur le terrain ...

Tel/Fax + 855 23 723464
Ctc : Christophe LEFEBVRE

demi-teintes

De bonnes nouvelles : les aides bilatérales importantes comme celles du Japon, de la France, de l'Australie, ... sont poursuivies.

Les projets d'investissement au Cambodge ne diminuent pas, au contraire.

Le Funcinpec donne quelques signes de réconciliation.

A l'Assemblée nationale, la discussion des projets de lois sur les partis et sur les élections a commencé, bien qu'à un rythme qu'on souhaiterait plus rapide. Le second Premier ministre exprime la ferme volonté de tenir les délais prévus pour les élections (mai 1998).

S'il n'y a pas encore d'accord sur le contrôle de ces élections, du moins on en discute.

Le Conseil supérieur de la magistrature pourrait seréunir en novembre, pour la première fois, sous la présidence du président de l'Assemblée Chea Sim, ce qui donnerait une existence au troisième pouvoir, le judiciaire, et lèverait un obstacle important aux élections, puisque le Conseil supérieur nomme trois des 9 membres du Conseil constitutionnel.

Certains des 18 députés Funcinpec et, BLDP réfugiés à l'étranger, comme Son Chhay, ont l'intention de revenir. Des discussions sont en cours pour que leur sécurité soit assurée.

En sens inverse : les dégâts directs et indirects, provoqués par «juillet», en dollars, en emplois, en image du Cambodge, sont considérables, et seront longs à compenser.

Les finances publiques sont à l'étiage.

L'attitude de défiance de l'ONU et de l'ASEAN dissuade ou retarde des investissements importants.

Et de vieilles rumeurs recommencent à circuler sur des affrontements «imminents» au sein du PPC.

C.N.

entretien

S. E. NADY TAN

Doyen du Comité directeur du Funcinpec Secrétaire général du Conseil des Ministres

«le FUNCINPEC est mort...»

Au sein du Funcinpec, il n'existe pas de poste de vice-président, mais sous la direction de Samdech Krom Preah, il a été décidé de créer un poste de Doyen qui est basé sur le principe de la rotation : le Doyen, l'un des 33 membres du Comité directeur du parti, change tous les trois mois.

l'exclusion des dissidents

S.E. Toan Chay, S.E. Ung Phan, et S.E. Duong Khem ont été écartés du parti par décision de Samdech Krom Preah le Prince Ranariddh, qui est le président du Funcinpec, sur la suggestion du Comité directeur.

Cette éviction a été très démocratique et très valable. Les statuts du Funcinpec disent que les membres du Funcinpec qui ont commis une erreur très grave doivent être présentés devant le Comité de jugement. Le Comité directeur en cette circonstance s'est transformé en comité de jugement.

L'erreur commise par S.E. Toan Chay est double :

1) il a tenu le 1er juin un

congrès absolument contraire aux statuts du Funcinpec : seul le président du parti a le droit de convoquer le congrès. Ce congrès doit se réunir tous les 5 ans, mais un congrès extraordinaire peut être convoqué par le président s'il y a la recommandation d'un tiers des

géré alors au président que S.E. Toan Chay, S.E. Ung Phan, S.E. Duong Kem soient écartés du parti.

il fallait respecter la forme

On peut comprendre l'argumentation de S.E. Toan Chay (CN n° 71) : «si nous voulons gagner les élections, nous devons changer de chef». Mais si S.E.

Toan Chay avait des problèmes, pourquoi n'a-t-il jamais soulevé cette question en comité ? Pourquoi n'en a-t-il jamais discuté avec le président au lieu d'aller soudainement le dire en public ?

Son comportement est-il le résultat d'une manœuvre du PPC ? C'est une question pour tout le monde, et en particulier pour moi. Il y a plus de 30 ans, Toan Chay était un officier de l'air, il était pilote de chasse, et j'étais son instructeur. Entre Toan Chay et moi l'attachement est donc ancien.

Il a trois niveaux : d'abord de maître à élève. Ensuite l'esprit de corps. Enfin nous sommes compagnons d'armes. Rien ne pourrait me détacher complètement de S.E. Toan Chay.

Je trouve très difficile de comprendre pourquoi Toan Chay a agi de la sorte. C'est une question très obscure pour nous. Lui seul a la réponse.

En réalité, nous tous sommes bien persuadés qu'il faut aller à la victoire. Mais chaque chose a son temps, et son rythme. Je ne veux pas dire qu'il a tort sur le fond, mais les actions qu'il a faites ne sont pas conformes à la procédure.

le Funcinpec est mort

Pour moi, le Funcinpec est physiquement décédé. Je suis dé

(Suite page 2)

• Toan Chay n'est pas le président du Funcinpec, il en a été exclu valablement.
• le prince Ranariddh est le président inamovible du Funcinpec
• mais s'il rentre, il sera seul. Le Funcinpec est mort

membres du comité national - qui alors comptait plus de 1000 membres. Le congrès convoqué par S.E. Toan Chay a donc été totalement contraire aux statuts.

2) S.E. Toan Chay a commis une grosse erreur en défiant le président du parti sans avoir discuté ces matières avant de les révéler au public.

Il y a donc insubordination, une faute grave chez les fonctionnaires, mais aussi chez les membres d'un parti politique. C'est pourquoi le président du comité a soulevé cette question lors de la réunion du comité directeur : transformé en comité de jugement, et basé sur les informations et sur les faits, sur des preuves, il s'est totalement convaincu de la grosse erreur de S.E. Toan Chay. Il a sug-

Rappelons que le 15 avril dernier l'un des membres du comité exécutif du Funcinpec, le ministre d'Etat et député Ung Phan, faisait sensation en attaquant rudement, publiquement, le président du parti Norodom Ranariddh. Attaque relayée par le gouverneur de Siem Reap Toen Chhay, le gouverneur de Banteay Meanchey Duong Khem et plusieurs autres. (CN 70, 71 -interview de Toen Chhay-, 72). Ces dissidents tenaient le 1er juin un congrès qui nommait Toan Chay à la tête du Funcinpec.

A l'intérieur

interview S.E. Nady Tan
enquête sur la pauvreté
nouveaux projets d'investissements
conjuncture économique

pp. 1 - 2 - 8

p. 3

pp. 4 - 5

pp. 5 - 6

livres

p. 8

(Suite de la page 1)

S. E. NADY TAN

solé de le dire.

Selon les statuts du parti en effet, aucune personne ne peut exclure Samdech Krom Preah, parce que il a reçu du congrès national le 21 mars 1997 le titre de «leader historique». Et dans les statuts il est bien précisé qu' aucune autre personne ne peut enlever ce titre au Prince ni lui enlever le titre de président du parti. Aucune procédure ne permet de remplacer le Prince Ranariddh, c' est l' article 8 des statuts.

L' article 10 stipule que pour ceux qui n' ont pas le titre de «leader historique», l' élection doit être faite tous les 5 ans. Seul le leader historique n' est pas soumis à cette règle.

Le congrès de S.E. Toan Chay n' est donc pas valable, et son titre de président du Funcinpec est sans valeur. Encore une fois, mon rôle est ici de rappeler le règlement, en tant que Doyen. Cela ne veut pas dire que je suis plus proche d' un tel ou un tel, ou vendu à tel côté, comme la presse cambodgienne m' en accuse quelquefois !

Mais alors, au cas où le Prince ne rentre pas au Cambodge, qui va convoquer le congrès ? Qui doit représenter le Funcinpec aux élections ? Le Funcinpec est complètement mort.

Je suis Funcinpec depuis 1979 !

En disant tout cela, je ne veux pas dire que je soutiens le Prince Ranariddh. En tant que Doyen, je dois rappeler exactement ce que disent les statuts.

Des journaux ont dit que Nady Tan est toujours du côté du Prince. En disant tout cela, en tant qu' être humain, je suis tout à fait triste, parce que d' un côté je suis né dans le Funcinpec, je suis Funcinpec, mais de l' autre côté le Prince Ranariddh m' a déjà expulsé du Funcinpec, et

vous pouvez dire que Nady Tan est complètement orphelin.

J' ai participé depuis 1979, avec Sa Majesté le Roi Norodom Sihanouk, à une réunion à Pyong Yang; et en 1982 le Sa majesté le Roi a daigné me demander de venir en Thaïlande pour faire le point sur la situation militaire à la frontière. Tout cela avant que le Prince Ranariddh n' arrive pour diriger le Funcinpec, en 1983.

le Funcinpec, c' est des millions de gens

Le Funcinpec n' est pas une seule personne, mais des millions d' hommes. C' est pourquoi 12 membres du comité directeur ont décidé de rester au

C a m b o d g e , pour sauver nos membres éparpillés partout dans les coins du pays. On ne peut pas partir et se lever les mains comme cela du sort non seulement des membres du Funcinpec mais

de tous ceux qui ont voté pour lui. C' est notre responsabilité de rester avec eux.

Ceux qui sont partis pendant le danger ... je suis complètement déçu. Je suis soldat. Je ne quitte pas mes soldats pendant la guerre, pendant les temps cruciaux. Non seulement ils ont quitté le pays, mais dans l' entourage du Prince, on nous accuse d' être des traîtres !

construire un autre parti

Et maintenant ? Malgré tout, l' idéologie, la plate-forme politique, c' est le plus important. Si le mot Funcinpec est mort, l' esprit demeure. La structure du

est déjà la démocratie ?»

Si c' est la stratégie du PPC, c' est un mauvais calcul parce que, qu' il soit démocratique ou pas, beaucoup de Cambodgiens ne se sentent pas PPC. Mais c' est pourtant utile, parce que les autres partis, et notamment le Funcinpec, sont ainsi fortement incités à plus de débats internes. L' expérience récente montre bien que le parti qui parvient à surmonter ses factions internes, comme le PPC, survivent aux

événements, alors que les autres, le Funcinpec notamment, faute de dialogue, se fractionnent et s' affaiblissent.

Funcinpec reste la même, les mécanismes sont toujours là. Si le Prince Ranariddh avait la possibilité de revenir, il aurait toujours le droit de se servir du nom du Funcinpec, il en est toujours le président légal. Mais nous nous ne pouvons pas. Il serait seul.

Il faut donc construire un autre parti. Ce parti serait royaliste, voilà une chose sûre. Mais il ne serait pas hostile au PPC. Nous voulons être dans de bons termes avec tous les partis cambodgiens, nous sommes prêts à travailler dans une coalition, comme d' ailleurs le Prince Ranariddh en avait donné l' instruction.

une réconciliation ?

J' ai essayé Comment arriver à un congrès Funcinpec ? Qui devrait en prendre l' initiative ?

J' ai laissé un message à S.E. Toan Chay, et j' ai

invité S.E. Duong Khem et S.E. Ung Phan à venir à la réunion. Ils ont dit oui, mais le jour de la réunion ils n' étaient pas là. La raison de leur absence : il n' y avait pas eu d' invitation écrite; et ils ne connaissaient pas l' agenda de la réunion ... mais le siège du parti a été détruit; tout le matériel, les ordinateurs ont été détruits ou volés, et je ne pouvais pas utiliser le matériel du gouvernement ... J' ai demandé à un ami qui a un ordinateur, j' ai fait un ordre du jour très clair ... J' ai eu une réponse de S.E. Ung Phan : «le temps n' est pas approprié pour une telle réunion». Pour se réunir, il faut

un accord ! J' avais fait tous les efforts, et même annulé les décisions du Prince Ranariddh les expulsant du parti. J' ai envoyé une lettre à l' Assemblée nationale, au nom du Funcinpec, selon les instructions du comité directeur, pour annuler les décisions du Prince Ranariddh ...

Nous parlons de tout cela avec S.E. Loy Sim Cheang, S.E. You Hockry, S.E. Pou Sothirak, pas encore avec le premier ministre Ung Huot parce qu' il était à l' étranger.

Une réconciliation entre les factions ? Nous sommes, pour ce qui nous concerne, les 12 membres du comité directeur, à bras ouverts, et à coeurs ouverts.

le siège du parti est à tous

Le 8 octobre, les amis de S.E. Toan Chay sont venus et sont entrés en force dans notre quartier général du Funcinpec. Nous l' avons rendu public. Ce quartier général doit être utilisé par tous les membres du parti, c' est vrai, mais l' entrée de ce groupe a été faite improprement, et avec violence. La personne qui dirigeait l' opération a menacé notre gardien. Ce n' est pas démocratique ! Je n' ai en ce qui me concerne aucune peine à recevoir S.E. Toan Chay, car nous avons ensemble beaucoup d' attachement. Rien d' impossible, mais il y a la procédure, le protocole, l' étiquette. Ce formalisme, nous l' avons peut-être appris de la France ...

deux stratégies ... impraticables

Mon idée personnelle, et je crois que les autres ont la même idée, est qu' il faut former un autre parti. Le moment venu, nous devrions mettre toutes les idées sur la table et tout rassembler. Le Funcinpec a deux caractéristiques fondamentales :

(Suite page 8)

A PROPOS ...

démocratie à plusieurs

«A force de nous dire qu' au PPC on discute de façon démocratique avant de prendre des décisions, on peut se demander si le PPC n' a pas la prétention de représenter la démocratie à lui tout seul», nous fait observer un lecteur. «L' idée que le PPC cherche à faire passer dans l' opinion, c' est : «Pourquoi plusieurs partis, puisqu' au PPC c'

tant, il est normal que les autorités réagissent. On pèse le pour et le contre, on réfléchit sur les modalités. Il faudrait des simulations concernant les flux touristiques, mais on n' en a pas les moyens. Il y aurait moins de visiteurs à Phnom Penh ? Mais il faut mettre la capitale en valeur, faire des efforts sur la propreté, la voirie, les centres d' intérêt, et créer des animations ... La décision appartient à l' Aviation Civile.

un aéroport international à Siem Reap ?

Cette idée, émise le jour de l' arrivée à Siem Reap de Sa Majesté n' est pas encore une décision officielle, nous dit le sous-Secrétaire d' Etat au Tourisme Sok Chenda. L' image du Cambodge a subi un préjudice impor-

UNE ENQUETE SUR LA PAUVRETE

Le ministre du Plan S.E. Chea Chanto a présenté le 17 octobre un «rapport sur le développement humain au Cambodge», une enquête réalisée par l'Institut National de la Statistique avec l'aide du PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement. Ce rapport, appelé le Représentant permanent Paul Matthews, s'inscrit dans l'«année internationale pour l'éradication de la pauvreté», et marque plus précisément «la journée de la pauvreté».

Une chose est établie d'entrée : il ne s'est pas agi d'élaborer une méthode, un système, qui permettraient d'éradiquer la pauvreté. On ne trouve dans ce rapport ni remèdes ni même recommandations, pas question de fins ni de moyens. Rien sur les causes. Pas de prévisions. De sorte que la première réflexion qui vient est : à quoi bon un rapport qui a dû coûter cher pour nous dire ce que tout le monde sait déjà : que la plupart des Cambodgiens sont pauvres, que la pauvreté a divers aspects tels que la malnutrition, l'habitat défectueux, la mauvaise santé, le faible niveau d'instruction ... Qu'il existe des disparités importantes entre les régions, entre hommes et femmes ... Tout cela a été dit cent fois. Si l'on ne s'agit que de décrire n

est-ce pas du temps et des moyens perdus ? Des moyens que l'on aurait mieux fait, dans un esprit pratique, réaliste, de dépenser à la construction d'un hôpital, d'une école, à des vaccinations, ou en nourriture pour les plus nécessiteux ?

N'y a-t-il pas quelque chose de choquant à voir les pays riches dépenser des sommes importantes en travaux qui n'intéressent que quelques experts, riches eux-mêmes, alors que les pauvres ignorent l'existence même de ces études, et s'ils les connaissent, s'interrogeraient sans doute sur leur utilité ?

On peut pourtant, à notre sens, trouver deux justifications à ces travaux :

- ils exercent l'Institut de la Statistique à réaliser des enquêtes en profondeur, et à traiter les informations recueillies. Dans ce domaine, seule l'expérience permet d'obtenir, avec le temps, une bonne fiabilité. Un bon Institut de la Statistique, c'est un outil de gouvernement très précieux

- un jour viendra sans doute où des études telles que celle-ci sur la pauvreté serviront à faire des choix, à définir une politique, à orienter le navire. On n'en est pas encore là, mais une bonne connaissance des réalités, et de leur évolution, c'est évidemment un début indispensable.

En attendant, voici donc une description de la pauvreté au Cambodge.

Comparaisons internationales

Selon l'«indice de pauvreté» qui tient compte de l'espérance de vie, du taux d'analphabétisme, de la scolarisation et du revenu par habitant, le Cambodge se situe derrière le Laos, le Pakistan et l'Inde, devant le Bangladesh et le Népal. De toutes façons, parmi les pays les plus pauvres de l'Asie.

Disparités régionales

Les provinces les plus riches sont celles de Prey Veng, Kompong Speu, Kepville, Kompong Thom, Mondolkiri.

Les plus riches (par ordre croissant) : Battambang, Koh Kong, Kratie, Sihanoukville, Phnom Penh. La différence entre Prey Veng et Phnom Penh, selon l'indice de pauvreté, est de 1 à 3. Si presque 4 Cambodgiens sur 10 sont pauvres, selon les critères admis, il n'y en a que 2 % environ à Phnom Penh, tandis qu'il y en a 43 % en milieu rural.

scolarisation

Le taux de scolarisation pour le niveau secondaire est de 14 - 23

% (premières années) et de 5 - 6% pour les années suivantes. Le taux de scolarisation est très différent selon le niveau de richesse. Et il est nettement plus faible à la campagne. Moins de 50 % des enfants ruraux vont à l'école primaire.

L'abandon en cours de scolarisation est énorme : Sur 1000 enfants scolarisés, seulement 27 sortent diplômés de l'enseignement secondaire.

alimentation

Selon les enquêtes de l'Institut de la Statistique, environ la moitié des enfants de 0 à 5 ans sont mal nourris.

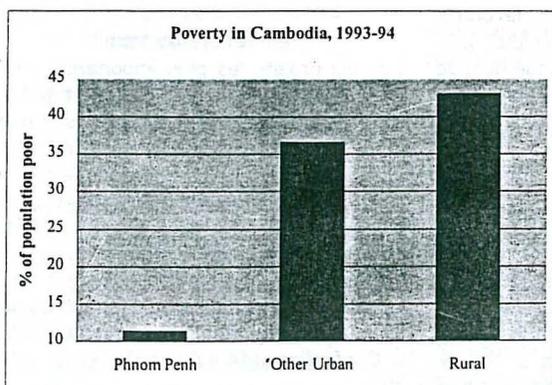
Un point inattendu : la pauvreté n'est pas la cause première de cette malnutrition. Les enfants mal nourris sont nombreux aussi dans les milieux aisés. C'est plutôt le niveau d'éducation de la mère qui fait la différence.

santé

Le taux de médicalisation du Cambodge est l'un des plus faibles du monde : 0,35 contacts

avec le milieu médical par habitant et par an. C'est à dire qu'en moyenne, un Cambodgien n'a de contact avec le milieu médical qu'une fois tous les 3 ans. Seulement 16 % des accouchements (4 % dans les milieux les plus pauvres) se font en milieu hospitalier, les autres de façon traditionnelle.

L'enquête porte en particulier sur le sida. Elle montre que si le nombre de cas, dans l'absolu, n'est pas encore très élevé au Cambodge, l'évolution est en revanche très rapide. En 2006, selon les études, le nombre des personnes atteintes sera compris entre 500 000 et 1 million. Comme les personnes atteintes sont celles qui sont au début de leur vie active, le coût de l'épidémie est particulièrement élevé : entre 1,9 et 2,8 milliards de dollars entre 1997 et 2006.



A PROPOS ...

Kompong Chnaang décollage ajourné

Le projet Kompong Chnaang est actuellement «cloué au sol» pour des raisons financières, nous dit S.E. Nady Tan. L'investisseur, un Australien établi à Kuala Lumpur, en joint venture avec le gouvernement malaisien, veut utiliser ce terrain d'aviation pour en faire un centre de transport de fret. La banque malaisienne qui doit

consentir le crédit le retient pour l'instant. Une raison est que l'ASEAN n'admet pas le Cambodge, une autre est que l'ONU a déclaré vacant le siège du Cambodge.

pétrole : pas si vite

La reprise de l'exploration pétrolière dans le golfe de Thaïlande n'est pas prochaine, contrairement à ce qu'ont pu faire croire certains commentateurs. Les campagnes d'exploration menées par

3 compagnies (*Enterprise*, *Premier*-aujourd'hui reprise à 100 % par *Idemitsu*- et *Campex*), entre 1991 et 1996, ont été décevantes (*CN 65*). Ces compagnies n'envoient pas de reprendre des forages dans un avenir proche, nous confirme *Enterprise Oil*.

Pour ce qui concerne la zone disputée entre le Cambodge et la Thaïlande, qui fait l'objet de discussions depuis plus de 25 ans, elle est effectivement convoitée par une quinzaine de compa-

gnies, mais il faudra encore des années avant qu'un accord soit trouvé, disent les professionnels. Les concessions «conditionnelles» accordées ne permettent pas de procéder à des forages.

la Chine dans le train

A l'étude : la gestion des chemins de fer cambodgiens pourrait être confiée à une compagnie chinoise qui gère les chemins de fer de Canton. Une proposition est à l'étude.

nouveaux projets

74 projets d'investissements ont été agréés par le CIB, Cambodian Investment Board, pendant les 3 mois 1er juillet - 30 septembre 1997. Ces 74 projets, supposés réalisés, représentent un investissement cumulé de 165,6 millions de dollars, et 44 000 emplois.

Rappelons qu'il ne faut pas confondre agrément de projets d'investissements et investissements effectivement réalisés. Il peut y avoir des délais importants entre l'agrément des projets et leur réalisation. Ces chiffres révèlent néanmoins de façon précise l'évolution générale et les intentions.

(données CIB; comparaisons, répartitions par secteurs et par pays Cambodge Nouveau).

nets progrès en nombre et en valeur

On observe une nette augmentation, en nombre comme en valeur, de ces projets d'investissements.

Pour la période janvier - juin 1996, le nombre des projets agréés était en moyenne, par mois, de 16,3 (CN 58). Pour la période juillet - septembre 1997, il a été de 24,6.

En valeur, le montant cumulé des projets était, en moyenne mensuelle, pour janvier-juin 1996 de 25,3 millions de dollars. Pour juillet - septembre 1997 : 55 millions, plus du double.

l'« effet juillet » : plutôt favorable

Il est intéressant aussi d'essayer de mesurer l'impact des événements de juillet sur les investisseurs en comparant les 3 derniers mois aux 6 mois janvier - juin 1997. Pendant les six premiers mois de 1997, 97 projets ont été agréés, pour un montant d'investissements cumulés de 405,18 millions de dollars.

nombre moyen de projets agréés par mois

1er semestre 1996	16,3
1er semestre 1997	16,1
juillet-sept. 1997	24,6

Nombre moyen de projets agréés par mois : 16,1.

Il y a donc eu nettement plus de projets agréés dans les 3 mois qui ont suivi « juillet » : 24,6, que pendant les 6 mois qui ont précédé : 16 (chiffre très constant depuis 1996).

Comme on l'avait pensé, les événements de juillet ont été considérés par les investisseurs comme plutôt positifs : il devrait y avoir désormais plus de stabilité politique dans le pays, et plus d'efficacité dans le « système décisionnel ».

En valeur, le montant mensuel moyen de ces investissements projetés a diminué : 67,5 millions de dollars pendant les 6 premiers mois, 55 pour les 3 derniers mois. Cette diminution n'est sans doute pas très

sans participation cambodgienne.

la Confection poursuit son ascension

34 projets sur 74, pas loin de la moitié, concernent la Confection, confirmant la poursuite du très rapide développement de ce secteur d'activité (CN 79, et encadré). Investissement total concernant ces 34 projets d'usines de Confection :

39,277 millions de dollars

soit un peu moins du quart du total.

Les investissements dans la Confection sont donc en moyenne moins importants, en volume, que les autres.

L'investissement moyen par projet est de 1,17 million de dollars.

La plupart se situent dans une fourchette de 5 à 900 000 dollars. Il en existe de moins de 300 000 dollars.

Cependant 4 projets dépassent 2 millions de dollars :

- The United Knitting MFG, joint venture entre Cambodge (51 %), Taïwan (29 %) et Grande Bretagne (20 %) : 5,75 millions de dollars et 7 331 emplois prévus pour cette fabrique qui doit être implantée à Sihanoukville;

- Lynn Tung Knitting FTY, Hong Kong (50 %) et Grande Bretagne (50 %) : 2,85 millions de dollars, 1 199 emplois prévus;

- Terratex Knitting and Garment, investissement australien (90 %) et britannique (10 %) : 2,61 millions de dollars, et 840 emplois;

- Knitted Garment Sweaters and T-shirts, Chine (80 %) et Cambodge (20 %) : 2,35 millions de dollars, 324 emplois prévus.

en dehors du textile

Les dix projets les plus importants, en dehors de la Confection, totalisent 104 millions de dollars, c'est à dire pas loin des deux-tiers du total, ce qui relativise l'importance des investissements dans la Confection : ils sont nombreux, créateurs d'emplois, mais ils sont relativement modestes. Les deux plus importants projets non-Confection représentent à eux seuls un investissement nettement supérieur au total de tous les projets d'investissements dans la Confection (44 millions de dollars contre 40) :

- 74 projets, 165 millions de dollars, 44 000 emplois agréés depuis 3 mois
- la Confection poursuit son ascension rapide
- en nombre de projets, les Chinois sont en tête ...

significative parce qu'un projet d'une importance exceptionnelle a été agréé au cours du 1er semestre : la cimenterie du Coréen Tong Yang à Kampot, d'un montant de 195,8 millions de dollars, pas loin de la moitié du total à elle seule.

Pour être objectif, l'« effet juillet », favorable à l'agrément de nouveaux projets, provoque en sens inverse un ralentissement de certaines réalisations (cette cimenterie de Kampot par exemple). Il est donc difficile d'établir un bilan.

joint ventures

Sur les 74 projets agréés pendant les 3 mois juillet - septembre 1997, 34, soit un peu moins de la moitié, sont des joint ventures. Le Cambodge figure, comme il est naturel, dans la majorité des joint ventures. Mais il existe aussi des projets à 100 % cambodgiens (10). Et des joint ventures

Cambodge
Nouveau
ne copie
personne
ne le
copiez pas !
Citez-le !

la Confection, gros employeur

Au cours des six premiers mois de 1997, sur 97 projets agréés, totalisant 405,1 millions de dollars d'investissements, 57, nettement plus de la moitié, étaient des usines de confection.

Pour les 9 mois janvier - septembre 1997, ce sont donc 91 projets d'usines textiles (ou d'agrandissement d'unités existantes) qui ont été agréés, qui devraient employer au total presque 65 000 personnes.

principaux projets agréés au premier semestre 1997

cimenterie	Tong Yang (Corée)	195,8 mio \$
parc industriel	Sun Wah (Hong Kong)	50,0
réseau télécom.	Portacom (USA/Cambo)	38,0
réseau télécom.	Telstra (Australie)	18,0
hôtel	Asbina (Malaisie)	10,9
term. pétr. dépôt. gaz	Petronas (Malaisie)	6,6
confection	Hung Wah Garm. (Chine)	5,9
traitem. bois hévéas	Kam Chin Int. (Camb/Chine)	3,6
plantations	Modern Dev. (Camb./Taïwan)	3,4
confection	Cambodia CPG (Thaïl/Cambo)	3,2
confection	Zheng Yong Fac. (Hong Kong)	3,1
emballage. huile comest.	Ngo Chew Hong (Singa./Camb)	2,7
 total	405,1 mio \$

d'investissements

les dix plus gros projets

- **terminal pétrolier** de la Sokimex à Siha-noukville, jetée, réservoirs de stockage et embouteillage de gaz liquéfié : 24 millions de dollars, investissement à 100 % cambodgien; 252 emplois prévus.
- **central de télécommunications**, et gestion : 20 millions de dollars, investissement suédois (60 %) et cambodgien (40 %), 23 emplois prévus.
- **hôtel à Siem Reap** (The Imperial Angkor Palace Hôtel Co) : 19,2 millions de dollars, investissement à 100 % thaïlandais. 480 emplois prévus.
- **plantation de cassave et transformation en tapioca** : 12 millions de dollars, investissement coréen pour 95 % et cambodgien pour 5 %. 1 498 emplois prévus.
- **usine de ciment Portland** : 6,7 millions de dollars, investissement cambodgien à 51 % et coréen à 49 %. 574 emplois prévus.
- **hôtel et gestion** (Eastin Hotel and Resorts Cambodia Ltd) : 6 millions de dollars, investissement malaisien à 95 % et cambodgien à 5 %. 147 emplois prévus.
- **plantation et culture de riz de saison sèche par irrigation** (Partners in Cambodia Agricultural Development Corp) : 5,2 millions de dollars : Corée 55%, Cambodge 45 %. 540 emplois prévus.
- **centrale électrique 20 MW** (Global Technological Support Power Ltd) : 5,1 millions de dollars. Investissement malaisien à 100 %. 32 emplois prévus.
- **fabrique de chaussures** (Magneat Footwear Co Ltd) : 3,6 millions de dollars, investissement à 100 % taïwanais. 1559 emplois prévus.
- **assemblage de motos et de machines agricoles** : 2,1 millions de dollars, investissement à 100 % chinois.

CDC : un vent nouveau

Un nouveau Secrétaire général, en remplacement de M. Sun Chanthol, est sur le point d'être nommé au CDC.

Cette arrivée coïncide avec un événement longuement attendu : le sous-décret d'application de la loi sur les investissements du 4 août 1994 devrait être signé dans un délai maximum de deux mois. Ce sous-décret comportera notamment une grille des critères selon lesquels seront déterminés avec précision l'attribution d'exonérations fiscales. Voilà des années que l'on souhaite plus de transparence sur ce point.

Le CDC se donne deux objectifs majeurs :

- être vraiment, comme il en a théoriquement le rôle, le « guichet unique » où les investisseurs présentent leurs projets et reçoivent leur agrément. Cela suppose notamment une meilleure coopération entre le CDC et les ministères concernés (auxquels il n'a pas la prétention de se substituer).

nombreux investissements d'origine chinoise

Par pays d'origine, on constate :

- une forte présence du Cambodge : il intervient dans 37 projets sur 74, c'est à dire exactement la moitié. Investissement entièrement cambodgien dans 10 projets, participation cambodgienne en joint venture dans 27 projets.

- très forte présence d'origine chinoise. Chine, Hong Kong, Taïwan sont présents dans 36 projets. Avec Singapour : 43 projets.

La répartition confirme la tendance précédente :

- Taïwan vient largement en tête avec 16 projets;
- Hong Kong (encore entité distincte au

... mais en valeur, les Thaïlandais et les Coréens sont les premiers.

grands projets : terminal pétrolier, central télécom, hôtels, plantation, cimenterie, confection, centrale électrique, ...

moment de l'élaboration des projets) : 12 ;

- Chine : 8 ;

- Singapour : 7.

Renforçant encore la part de l'Asie dans ces projets d'investissements : Corée : 6 projets; Malaisie : 5; Indonésie : 2.

6 fois plus de projets asiatiques

Les non-asiatiques sont présents dans : Grande-Bretagne : 7 projets; Canada : 3; Australie : 3; France, Etats-Unis, Israël, Suède : 1 chacun.

Le CDC sera en même temps un outil d'« incitation spatio-temporelle », favorisant certaines activités, certaines régions ou zones, certains aspects (emploi, exportations, formation, etc ...), et favorisant aussi les investisseurs les plus prompts.

Le CDC cherchera aussi à mieux harmoniser les investissements du secteur public (infrastructures ...) et les investissements privés, à les « optimiser ».

En relations étroites avec les ministères concernés, le CDC doit devenir un outil de pilotage de l'économie cambodgienne.

Quant au « suivi » des projets, l'unité qui en est chargée devient opérationnelle : elle commence à établir, entreprise par entreprise, la comparaison entre les projets d'investissements et les réalisations.

Encore un point : le CDC n'est en rien intimidé par les récents propos du Prince Ranariddh tendant à dissuader les étrangers d'investir au Cambodge.

Au total, en nombre de projets :

- Asie : 94

- non-asiatiques : 17.

(le total est supérieur au nombre de projets à cause des joint ventures).

ASEAN et non-ASEAN

Une observation au passage : le plus grand nombre de projets ne vient pas des pays de l'ASEAN mais de pays plus éloignés. En valeur, les projets d'investissements des pays de l'ASEAN atteignent ensemble 36,6 millions de dollars, entre un quart et un cinquième du total. Les pays asiatiques non-ASEAN : 53,6 millions de dollars, nettement plus : presque un tiers du total.

les investissements par pays

Si on considère la valeur cumulée des investissements par pays pour juillet-septembre 97, et non leur nombre, ce ne sont plus les mêmes qui arrivent en tête.

- Thaïlande : 19,5 millions de dollars pour 2 projets, dont un hôtel à Siem Reap (19,2 mio);

- Corée : environ 19 millions, 5 projets, dont 55 % d'une plantation de riz de 5,2 millions; 49 % d'une cimenterie de 6,7 mio; 95 % d'une plantation de cassave de 12 mio;

- Taïwan : environ 16,7 millions, pour 16 projets, dont 100 % d'une usine de confection de 2,6 mio; 100 % d'une autre de 1,8 mio; 95 % d'une autre de 1,5 mio; 29 % d'une autre de 5,7 mio; 100 % d'une usine de chaussures de 3,6 mio;

- Malaisie : environ 14 millions pour 5 projets, dont 95 % d'un hôtel de 6 mio de dollars; 100 % d'une entreprise de traitement de viandes de 6 mio de dollars; 100 % d'une centrale électrique de 5,1 mio de dollars; 100 % d'une plantation de 1,9 mio de dollars;

- Suède : environ 12 millions pour 1 projet : 60 % d'un central de télécom.

- Chine : environ 9,3 millions de dollars pour 8 projets, dont 100 % d'une usine d'assemblage de motos et machines agricoles de 2,1 mio de dollars; 80 % d'une usine de confection de 2,3 mio; 100 % d'une papeterie de 1,3 mio;

- Hong Kong : environ 8,6 pour 12 projets;

- Grande Bretagne : 4 millions de dollars environ pour 7 projets;

- Australie : 3,6 millions de dollars pour 3 projets.

- Singapour : environ 2,9 millions pour 7 projets;

- Israël : 392 000 dollars pour un projet;

- Canada : 346 000 environ pour 3 projets;

- Indonésie : 242 000 dollars environ pour 2 projets en joint venture;

- France : environ 177 000 dollars pour 2 projets en joint venture (fabrique de peinture, sports nautiques et aéronautiques);

- Etats-Unis : 60 000 \$ pour un projet en joint venture.

c o n j o n c t u r e é c o n o m i q u e

S’agissant de la situation de l’économie cambodgienne, des perturbations apportées par les événements de juillet, et des perspectives de reprise, il faut se rappeler que 90 % environ des Cambodgiens vivent d’abord de l’agriculture, et sont donc beaucoup plus dépendants de la météo, royaume que des conséquences de la politique d’aide d’affaires des entreprises.

Cependant, l’amélioration du chemin de vie pour le villageois, se mesure en termes d’habitat, d’école possible, d’écoles, de santé, de transports, de moyens de communication qui permettent les échanges, de crédit rural qui permet d’entreprendre.

Sur tous ces points, l’aide internationale, les milliers de fonds et ONG, jouent un rôle capital, et la politique intervient.

D’autre part, de plus en plus, les emplois des villages, les salaires même modestes, contribuent à faire vivre les familles restées au village. Et là, ce sont les entreprises qui jouent le rôle principal.

Comme de la météo, le Cambodgien de base attend patiemment de la politique, des finances, de l’activité économique, des bienfaits ou des calamités toujours imprévisibles.

Total Cambodge

Hervé Baj, directeur

Nous avons actuellement 18 stations-service en activité, et plusieurs chantiers en cours. Par rapport aux sociétés concurrentes, nous pensons être à la troisième place, derrière Sokimex et Shell, devant, ou à égalité, avec Caltex.

Notre investissement au Cambodge s’élève à 18 millions de dollars, dont environ 6 pour notre dépôt de carburant, et 2, sur ces 6, pour le GPL (gaz liquéfié).

Concernant cette activité nouvelle gaz liquéfié, nous insistons sur la sécurité. Toutes nos bouteilles, les détenteurs et tuyaux, sont neufs et nous ne remplissons pas les bouteilles des concurrents. Nous avons déjà 20 à 25 % du marché de Phnom Penh. Notre dépôt de GPL, avec 300 tonnes, nous met à l’abri de toute rupture de stock.

Les événements de juillet ont eu pour Total d’abord un coût direct : 300 000 dollars, dont 200 000 pour la station service entièrement pillée, et 100 000 pour notre stock de lubrifiants. Coûts directs encore : 21 000 dollars

que le gérant de la station ne peut pas rembourser : 6 mois de loyer que notre locataire RM Asia ne paiera pas. Et coût indirect, dont l’estimation est en cours : une perte d’exploitation de 3 mois.

De façon plus générale, nous observons que notre chiffre d’affaires à la suite des événements de juillet a chuté de 40 %. Juillet : - 60 %. Après 3 mois, nous subissons encore un ralentissement de 30 %.

Nous n’avons licencié personne. Au contraire, nous avons embauché 5 personnes pour le lancement du gaz Total. Nous avons 73 salariés, et s’y ajoutent 150 personnes employées par les stations en gérance.

Notre objectif maintenant est de retrouver pour juin 1998 notre chiffre d’affaires de juin 1997. En somme la très lourde conséquence des événements de juillet, c’est 12 mois perdus.

Les indemnités ? Nous croyons de façon totale, inconditionnelle, aux promesses d’indemnités qu’a faites le gouvernement. Nos dossiers sont très étayés, nos pièces comptables sont incontestables.

Mais dans un pays où déjà la rentabilité est faible, éloignée dans le temps, où les investis-

sements importants reposent sur l’hypothèse de la stabilité politique, il est grave de voir encore cette rentabilité reculer.

Un point qu’il faut souligner, que nous considérons de la plus grande importance parce qu’il n’est pas anecdotique comme les événements de juillet, mais touche un problème de fond : les règles de la concurrence sont faussées par des importations de carburants, liquides et gazeux, qui sont exonérées entièrement ou partiellement de droits de douane. Même de grandes sociétés achètent des droits d’importation hors taxes. Rappelons que les taxes d’importation sont de 11 % pour le gaz naturel, de 20 % sur les gaz-oils et de 50 % sur les produits pétroliers.

En outre certaines sociétés, qui n’ont pas de comptabilité transparente, déclarent des chiffres d’affaire fantaisistes, et ainsi ne paient pas normalement leurs impôts. Comment expliquer autrement que certains de nos concurrents mettent sur le marché des produits à des prix inférieurs à nos propres prix d’accès ?

Nous travaillons avec des marges très faibles, de 5 %. Si nos concurrents, en ne payant pas de taxes, ont un taux de profitabilité de 20 %, il se crée une différence énorme, qui sera rapidement dissuasive. Le système tel qu’il existe conduira les sociétés sérieuses à fermer boutique.

International Stationery and Book Center

Sarin Prasadh, financ. manager
Cette librairie-papeterie existe depuis 1994. Elle emploie actuellement 12 personnes. Nos clients sont des écoliers et des étudiants cambodgiens, et des étrangers surtout pour les livres. Environ la moitié du chiffre d’affaires pour chaque. Les articles viennent souvent de Corée, mais aussi de Chine, de Thaïlande, de Taiwan.

Pour les livres, nous vendons à peu près autant en chinois (livres pour les enfants et médecine surtout) qu’en anglais, mais je pense qu’avec l’entrée dans l’ASEAN les ventes en anglais vont se développer plus rapidement. Des livres en français : environ 15 %, guides de tourisme, dictionnaires, livres

de droit ...

Nos marges sont faibles, pour rester concurrentiels avec les marchés, qui ont moins de frais que nous (électricité, emplois ...) et qui sont beaucoup moins taxés : 7 ou 8000 riels/mois pour eux, 500 000 pour nous.

L’effet des événements de juillet : le mois d’octobre (traditionnellement faible, à cause des fêtes, et après les achats de rentrée scolaire) sera d’environ 30 % inférieur à celui d’octobre 1996. Au total, 1997 devrait être un peu plus faible que 1996.

Je reste optimiste pour l’avenir, mais à condition qu’il n’y ait plus d’événements comme en juillet.

Indochine Insurance Union

Ph. Lenain, N. Strauch

Trois bureaux nouveaux ont été ouverts à Siem Reap, Battambang et Sihanoukville. En un mois, 8 personnes ont été embauchées, dont 2 expatriés à Phnom Penh. Un département «cargo» a été créé.

hôtellerie

Quelques taux d’occupation relevés début octobre : *Cambodiana* : 32 %; *Intercontinental* : 40 %; *Holiday International* : 98 % (casino); *City Central* : 16 %; *Princess* : 20 %.

visiteurs : croissance zéro

Les arrivées à Pochentong en provenance de l’étranger, en septembre 1997, ont été de 13 025, contre 267 069 en septembre 1996, soit 20 fois moins. Les arrivées en provenance de Bangkok, traditionnellement de loin les plus nombreuses, sont tombées, d’un mois de septembre à l’autre, de 87 854 à 3 744, soit 23 fois moins.

Le nombre des arrivées en septembre a été identique à celui du mois d’août. Visiteurs les plus nombreux : les Taïwanais, les Malaisiens, les Chinois, les Français.

Pour les 8 mois 1997, le total arrivées + départs sur les liaisons internationales a été pratiquement égal (-0,5 %) à celui des 8 mois 1996, c’est à dire que les progrès d’une année à l’autre, qui devaient avoisiner ou dépasser 20 %, ont été entièrement annulés.

source : CAMS

tel Cambodge Nouveau
012 803 410

conjoncture économique

FMI, Banque mondiale, quelles conséquences ?

Quel est l'impact réel des décisions du FMI et de la Banque mondiale sur les finances du Cambodge ?

Le gouvernement peut faire face aux dépenses courantes, les responsables des finances et les conseillers en sont d'accord. Le niveau des réserves, le volume jusqu'ici très raisonnable des avances de la Banque centrale à l'Etat, permettent au gouvernement de tenir pendant des mois. *On pourra payer les fonctionnaires.*

Mais la chute des recettes ordinaires, celles des douanes en particulier (CN 79) risque d'obliger à *couper ou supprimer les investissements publics.*

Les conséquences ne seront pas spectaculaires au début. Du chômage à cause de chantiers qui ferment -ou ne s'ouvrent pas-, une diminution de niveau de vie pour certains -entreprises sous-traitantes etc ... -. Mais c'est l'avenir qui sera gravement compromis.

Plus que tout autre pays, à cause de son grand retard, le Cambodge a besoin d'investir. Avec une aide extérieure importante, il lui est déjà difficile de rattrapper ce retard sur des pays qui, pendant ce temps, continuent à progresser.

Sans l'aide extérieure, ce rattrapage devient impossible, le Cambodge continue à perdre du terrain sur un environnement qui, lui, progresse vite.

Seule une épargne nationale importante pourrait se substituer à l'aide étrangère pour financer les investissements. Mais cette épargne n'existe pas au Cambodge, ou du moins celle qui existe s'échappe ...

Et l'accroissement rapide de la population vient encore diminuer les gains en niveau de vie, et diminuer les capacités d'épargne.

Reste donc, pour financer les

investissements publics, soit à mobiliser les ressources nationales (impôts, douanes, etc ...) soit à emprunter à l'extérieur, mais à des conditions beaucoup moins favorables. Cela revient à transférer la charge des difficultés d'aujourd'hui sur les années à venir ...

tions qui doivent avoir lieu le 23 mai 1998.

Le gouvernement australien semble comprendre les difficultés que rencontre le gouvernement cambodgien concernant les recettes de l'Etat, la gestion des forêts, la réduction du nombre des fonctionnaires ...

FINANCES

Quant à faire appel à d'autres pays comme la Chine, pour l'instant il n'est pas question. Nul n'a entendu parler d'une telle option à la Banque centrale.

Australie : aucune interruption de l'aide

Toutes les assistances engagées seront poursuivies, à la seule exception de l'aide militaire (qui de toutes façons ne représentait qu'une part minime du total) : c'est la déclaration claire du ministre australien des Affaires étrangères.

Le programme d'aide de l'Australie se monte à 92 millions de AUD (environ 120 mio avec des financements divers) pour les 4 années fiscales se terminant en 1997-98.

Pour 1997 les décaissements, bien supérieurs aux engagements, ont été de 34,6 mio de dollars. Ils seront un peu supérieurs à 32 en 1997-98.

Les autorités australiennes préparent actuellement le prochain programme d'aide de 4 ans qui commencera en 1998-99. Il comportera notamment une aide au développement rural et à la lutte contre la pauvreté, en conformité avec les priorités définies par le Gouvernement royal. Une mission d'identification viendra prochainement au Cambodge.

D'autre part la poursuite du programme humanitaire, commencé il y a des années, est à l'étude. Il couvrirait 3 années à partir de 1998, et concernerait la vaccination systématique.

Le gouvernement australien justifie ainsi la poursuite de son assistance au Cambodge : la situation est redevenue normale, la stabilité politique et la sécurité des personnes ont été restaurées, tous les efforts sont faits pour la préparation des élec-

De son côté la délégation cambodgienne a demandé aux autorités de Canberra de faire part de leur attitude aux pays donateurs qui hésitent, pour qu'ils imitent l'Australie.

le glissement du riel

Entre janvier 1997 et le 15 octobre le riel a glissé de 24 % par rapport au dollar. Mais, sur ces 24 %, de 23 % depuis juillet. Avant juillet, le glissement n'était que de 1 % en six mois. juillet a marqué un très brusque infléchissement de la courbe.

Mais ce phénomène n'a pas pour cause les «événements de juillet» propres au Cambodge. Il doit être éclairé par ce qui s'est passé pour les autres monnaies de la région face au dollar américain.

Le baht thaïlandais a glissé de 47 % entre le 1er janvier et le 15 octobre 1997. Et de 40 % depuis juillet.

La roupie indonésienne a glissé de 47 % entre janvier et le 15 octobre; de 43 % depuis juillet.

Le dollar de Singapour a glissé de 10 % depuis janvier, et de 8 % depuis juillet.

Le ringgit malaisien a glissé de 21 % depuis janvier, et de 24 % depuis janvier.

Et le DM allemand a perdu 14 % depuis janvier face au dollar américain.

«Le glissement du riel n'est donc pas la conséquence des événements de juillet», observe M. Chea Sok, Directeur général de la Banque nationale, *mais l'effet d'une forte appréciation du dollar par rapport aux autres monnaies depuis juillet. Il n'y a pas lieu de s'alarmer.*

«Dans le cas du Cambodge, il y a pourtant un phénomène particulier : avant la dépréciation du baht thaïlandais, au Cambodge, on réglait les

achats (le Cambodge est «importateur net») soit en dollars, soit en bahts, puisque la parité était stable. Depuis la dépréciation, on cherche à régler en dollars, et le dollar se fait donc plus rare, de sorte qu'il a tendance à monter.

Depuis une dizaine de jours, grâce au Japon, au FMI, à d'autres, le baht se stabilise à 35 baht pour 1 dollar.

«On nous demande pourquoi nous ne faisons pas d'adjudications de dollars, pour soutenir le riel. Mais ce n'est pas possible, on ne peut pas isoler le Cambodge du reste de la région.

«Les conséquences de cette appréciation du dollar sont deux :

- certains produits sont plus chers, comme l'essence et le gazoil; d'autres moins chers, s'ils sont achetés en dollars en Thaïlande par exemple. En même temps, il y a une inégalité croissante entre les riches, ceux qui ont des dollars au pouvoir d'achat accru, et les pauvres qui n'ont que des riels au pouvoir d'achat diminué.

- autre problème : la dédollarisation s'éloigne, car il est évidemment devenu plus difficile de convaincre les gens que riels ou dollars, c'est la même chose. Depuis 1995 c'était le cas, on pouvait commencer à dédollariser, progressivement l'Etat s'est mis à payer en riels. Il faudra reprendre les efforts dans ce sens.

JAPON : tout continue

Absolument rien n'indique une interruption ou un freinage de l'aide japonaise, disent les responsables cambodgiens. Nous n'avons reçu aucune notification dans ce sens, et on peut donc en conclure raisonnablement que l'assistance du Japon se poursuit normalement.

Il est vrai qu'il y a eu interruption du financement pendant presque deux mois, mais il apparaît qu'elle est due à des raisons purement administratives, tenant notamment à des délais dans les appels d'offre.

Le Cambodge
la déflation selon le
Cambodge Royal
compte pour le
Budget japonais pour
1997-1998
Budget japonais

Monnaie	Glissement (%)	Monnaie	Glissement (%)
Jan 97	2 710	2 580	
Mai 97	2 615	2 530	
Jan 98	3 107	3 120	
Source : Banque Nationale			

S. E. NADY TAN

(suite de la page 2)

- d'abord il a un caractère spirituel. C'est un parti politique qui a été créé par le Roi. Personne d'autre qu'un membre de la famille royale ne peut diriger le Funcinpec;

- l'autre caractère, c'est son respect de la légalité.

Il existe deux façons de mener le parti dans la bataille des élections de 1998. Mais je pense qu'elles sont impraticables toutes les deux.

1) le Roi peut nommer quelqu'un à la tête du Funcinpec. Il peut le faire parce qu'il a été le créateur de ce parti politique. Mais je n'espère pas qu'il le fera. Il est le Père

de la Nation. Il est au-dessus de tout le monde. Aucune personne ne peut le déranger pour souiller son Auguste prestige et sa Compassion illimitée.

2) le Prince Ranariddh nommerait quelqu'un pour lui succéder. Mais là aussi c'est une mission impossible quand on connaît le Prince. C'est ainsi que le Funcinpec n'a jamais eu de vice-président.

Il y a donc impasse. D'où l'idée de créer un autre parti qui aurait toute la philosophie, la doctrine, l'idéologie, la plate-forme politique du Funcinpec. Le comité directeur serait très semblable à celui qui existe. Avec une différence importante, le leader ne serait pas le même.

C'est une solution valable. Mais cette idée est encore prématurée.

poursuivre la coalition

Si ce nouveau parti existait, il poursuivrait la coalition. Dans les

statuts du Funcinpec il y a une phrase qui précise que le Funcinpec continue à coopérer avec tous les partis politiques cambodgiens qui ont l'idéologie, l'idée politique qui sont les mêmes que le Funcinpec. En particulier le Funcinpec doit coopérer étroitement avec le parti PPC. C'est dans le préambule de nos statuts. Nous devons être fermes sur cette position. Sur la réconciliation nationale. Tous les Cambodgiens sont nos compatriotes, et tous ont le droit de travailler pour le pays, de participer.

Lorsque S.E. Ok Serei Sopheak souligne que le Funcinpec a encore un énorme crédit dans la population (CN 79),

il a entièrement raison. J'ai toujours l'espoir de la survie du Funcinpec, pour la survie de notre pays et pour la survie de la démocratie au Cambodge.

l'ONU : un jugement subjectif

Concernant le siège du Cambodge à l'ONU, je suis là-dessus dans la confusion : l'ONU a-t-elle refusé ce siège au gouvernement pour l'intérêt du Cambodge ? Ou pour celui d'une personne ? Est-ce une décision subjective ? Ou objective ? Pour moi, j'estime que c'est très subjectif. Le Cambodge est condamné pour condamner Samdech Hun Sen. La communauté internationale a confondu les questions personnelles et l'intérêt d'un pays. C'est une illustration de la fable de La Fontaine : « la raison du plus fort est toujours la meilleure » ...

(texte relu par S.E. Nady Tan. Sous-titres et encadrés Cambodge Nouveau).

LIVRES LIVRES LIVRES

The Complete Phnom Penh Guide

Ce Guide, ou plutôt cet Annuaire (il s'agit de listings de sociétés, et non de sélections ni de conseils), c'est une bonne surprise. Voici enfin un instrument bien conçu, bien présenté, pratique, et qui semble, après quelques coups de sonde, complet. Cette bonne impression de départ devra bien sûr être confirmée par l'usage.

Plus de 4500 entreprises sont répertoriées. Pour chacune sont indiqués : le nom, l'activité, l'adresse, les n° de téléphone et fax.

Deux façons de trouver une société, correspondant aux deux parties de l'annuaire :

- une «géographique» : Phnom Penh est divisée en 17 quartiers. Un chapitre par quartier. Dans chaque quartier, les entreprises sont classées par ordre alphabétique. A chacune correspond un repérage sur la carte «en 3 D» du quartier, bien lisible, qui ouvre chaque chapitre. C'est une idée que trouveront très bonne tous ceux qui se sont perdus faute de repères précis.

La publicité intervient évidemment : les sociétés qui paient ont leur logo sur les cartes, facilitant leur localisation, mais la lisibilité générale reste bonne.

- second repérage : par secteurs d'activité. Les auteurs en ont déterminé 19, les entreprises sont classées dans chacune par ordre alphabétique. Beaucoup d'annonces publicitaires là aussi, qui assurent la rentabilité du guide, mais qui ne gênent pas

la lisibilité : la typographie, les couleurs, le «design», sont réussis.

Il semble qu'une entreprise qui n'a pas été sollicitée pour une annonce publicitaire, ou qui, sollicitée, n'a pas réagi, est mentionnée gratuitement dans l'une des deux listes.

Le «copinage», plaie habituelle des guides et annuaires de toutes sortes (on mentionne les sociétés amies, on leur fait des «fleurs» plus ou moins discrètes, et on «oublie» leurs concurrentes) ne semble pas avoir joué de rôle important dans ce **Complete Phnom Penh Guide**. Là aussi, c'est l'usage qui le dira.

Il comporte aussi : une carte générale dépliant de Phnom Penh en «3 D»; un petit guide pour chaque quartier; une liste des n° d'urgence; un index de repérage rapide par activités, abrégé en khmer et en chinois; les codes postaux, ...

C'est le résultat de 10 mois de travail, d'une trentaine de personnes au total, dont 8 enquêteurs sur le terrain, 3 spécialistes des cartes en 3D, une équipe de commerciaux, etc ... Impression : Singapour.

Dès cette première édition, ce guide semble une belle réussite. Pour les suivantes, suggérons des caractères un peu plus gros, quitte à augmenter la pagination, ou le format.

The Complete Phnom Penh Guide, 400 pages, plusieurs auteurs, Quess Co, 1997.



CAMBODGE NOUVEAU
le journal des d'œuvres
votre meilleur investissement


 Directeur de la publication Chea Savuth
 Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
 Enquêtes Suy Sothea
 Mise en pages Pen Mary
 Impression C'IC
 Centre Informatique du Cambodge
 58 rue 302 BP 836 Phnom Penh
CAMBODGE NOUVEAU
 tel 012 803 410
 est vendu sur abonnements seulement
 exemplaire gratuit sur demande

communiqué de presse
Le GROUPE 117 - ARCHITECTURE, CONSULTANT, INGENIERIE
 4 E1 rue 264, Phnom Penh, Royaume du Cambodge
 tel 018 812 548 tel 015 913 792 tel/fax 023 725 180
 informe par le présent avis, qu'un dénommé **M. Régis Dupaux** se présentant comme Architecte s'octroie le droit d'utiliser l'adresse de notre bureau ainsi que nos numéros de téléphone et de fax pour ses activités commerciales au Cambodge. Nous affirmons qu'il n'y a pas eu et qu'il n'existe aucune sorte de relations professionnelles entre nous et **M. Régis Dupaux**. Afin de tirer au clair cette situation intolérable, nous nous tenons à la disposition de nos clients ou de quiconque souhaiterait de plus amples informations.